

Siège social :
FSU 11
22 bis, Bd de Varsovie
11000 CARCASSONNE
Tél.Fax : 04 68 25 54 23
Directrice de la
Publication
Hélène Maillot
Commission paritaire
N° 0720 S 07452
ISSN 1250-0224
Imprimé par nos soins

L'ÉDITO

Fonction publique, Éducation Nationale : arrêtons les casseurs !

Le Président des ultra-riches ne veut pas entendre ce que lui dit le peuple. Et tout est bon pour ne pas entendre ! La répression policière et la loi anti-casseurs ont pour but de faire peur aux manifestants et d'empêcher toute contestation. C'est la même logique dans la Fonction Publique : le gouvernement ne veut pas de fonctionnaires guidés par l'idée d'intérêt général et indépendants du pouvoir politique, il veut des employés obéissants aux directives du pouvoir.

La bien mal nommée loi sur l'école de la confiance du ministre Blanquer tente de réduire au silence les contestataires en imposant un prétendu devoir de réserve et d'avancer des mesures d'affichage (affichage du drapeau et de l'hymne national) pour masquer la mise en place d'une école à deux vitesses : d'un côté, les cadeaux faits au privé et aux plus favorisés (financement des écoles maternelles, création des établissements d'enseignement international destinés aux élèves bilingues), de l'autre, pour le tout venant, la fusion des écoles primaires et des collèges, le recours à des étudiants en pré-professionnalisation pour masquer la crise du recrutement.

Les projets de loi sur la Fonction Publique obéissent à une même logique : mettre à mal le statut des fonctionnaires, supprimer les règles statutaires, pour mieux imposer des réformes budgétaires, quitte à sacrifier la qualité du service rendu et les conditions de travail des personnels. Il est inacceptable de réduire les prérogatives des Commissions Administratives paritaires : ce serait la porte ouverte à tous les passe-droits. De même, remettre en cause les CHSCT qui permettent d'entendre les personnels qui donnent l'alerte sur les problèmes qui nuisent aux conditions de travail nuira à la qualité du service public.

La Fonction publique a montré pourtant toute son utilité et son savoir-faire en particulier dans les moments difficiles. A travers cette tentative de destruction des services publics « à la française » c'est notre modèle social qui est attaqué. Il faut le défendre et lui permettre d'être encore plus efficace.

Grève interprofessionnelle, marche pour le climat, manifestations pour le service public d'éducation, actions dans les lycées : les mobilisations se multiplient...

Tous ensemble, faisons de la journée de grève Fonction Publique du jeudi 9 mai une réussite !
Tous ensemble, exigeons une société plus juste et plus solidaire !
Tous ensemble, luttons de manière unitaire !

**DITES NON À LA LOI
DE TRANSFORMATION DESTRUCTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE !**



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU-Aude. Conformément à la loi du 6/1/78, vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant et les faire rectifier, en vous adressant à la FSU-Aude.

Pour nous contacter :

E-mail : fsu11@fsu.fr / site internet : fsu11.fsu.fr

Carcassonne : 04 68 25 54 23

Narbonne : 04 62 32 07 99

Congrès FSU 2019, c'est parti !

Un congrès est un moment important dans la vie d'une organisation syndicale. Il en va ainsi du 9^{ème} congrès de la FSU qui se tiendra à Clermont-Ferrand du 9 au 13 décembre, précédé par un congrès départemental au lycée Charles Cros de Carcassonne vendredi 22 novembre.

Dans le prochain numéro de L'Unitaire11, qui paraîtra début septembre, vous trouverez le rapport d'activité de la Section Départementale de 2016 à 2019, les professions de foi et les listes de candidatures aux élections du prochain CDFD (Conseil Délibératif Fédéral Départemental) ainsi que le matériel de vote.

Vous serez également appelés à vous prononcer sur les orientations nationales afin d'élire la direction nationale.

Vous trouverez dans cette double page les appels à candidatures pour le vote départemental proposés par les différents courants de pensée.

Les dates pour préparer le congrès 2019 de la FSU

3 juin : Dépôt des listes et professions de foi pour le vote départemental

5 septembre : Publications des listes et professions de foi

Du 20 septembre au 11 octobre : Période de vote national et départemental

Vendredi 22 novembre : Congrès départemental FSU 11 (Lycée Charles Cros - Carcassonne)

Du 9 au 13 décembre : Congrès national FSU (Clermont-Ferrand)

Appel à candidatures pour une liste à l'initiative de militant·e·s Unité et Action et Sans Tendance

Alors que le rejet des politiques menées depuis de nombreuses années n'a jamais été aussi fort, la FSU doit se faire entendre dans le débat social pour faire valoir ses revendications. Dans cette phase de préparation du congrès de la FSU, la consultation des adhérentes et des adhérents est une étape importante pour définir les orientations de la fédération et désigner les militant·e·s chargé·e·s de les mettre en œuvre.

Pour les militant·e·s Unité et Acton et Sans Tendance, la FSU doit poursuivre son action pour une société plus démocratique, à l'écoute des citoyennes et des citoyens, pour une société respectueuse de l'environnement, engagée dans une transition écologique sociale et équitable, pour une réelle égalité femmes/hommes et contre toute forme de discrimination, pour la laïcité, les droits Humains et la Paix, pour le partage des richesses, la solidarité, l'égalité et la justice sociale, pour une École de la réussite pour tous, une Éducation sans marchandisation, pour un service public de qualité, de proximité accessible à tous.

Pour les militant·e·s Unité et Acton et Sans Tendance, la FSU doit s'impliquer en faveur d'une unité interprofessionnelle combative dans le public et le privé, avec des objectifs ambitieux : améliorer l'emploi et les conditions de travail (salaires, sécurité), développer les services publics, défendre la protection sociale et les retraites. Parce que l'action syndicale doit s'appuyer sur la plus large mobilisation, nous privilégions le travail en intersyndicale et l'implication des personnels par des réunions locales et des assemblées générales.

Pour les militant·e·s Unité et Acton et Sans Tendance, renforcer la FSU, c'est en faire une force efficace et rassembleuse, avec les personnels, actifs comme retraités, appuyée sur ses syndicats nationaux, confortés dans leur légitimité par les dernières élections professionnelles. Par le travail sur les dossiers transversaux, la synthèse fédérale doit allier à la fois propositions, actions et négociations.

Pour les militant·e·s Unité et Acton et Sans Tendance, la dynamique de la Section départementale passe par l'engagement et la formation des militant·e·s, afin d'assurer une présence déterminée dans les instances et dans les mobilisations, pour défendre nos revendications et nos propositions.

C'est à tout cela que travaillent les militant·e·s Unité et Acton et Sans Tendance dans les syndicats et la fédération. C'est sur ces questions qu'ils et elles veulent mener le débat pour que le congrès de la FSU soit un congrès de lutte et d'espérance, ouvrant des perspectives pour le mouvement social. C'est pour cela qu'ils et elles appellent à la constitution d'une liste ouverte, déterminée à promouvoir un syndicalisme de transformation sociale.

Contacts : **Anne Amigues** (anne.amigues@wanadoo.fr), **Delphine Ben Youssef** (m.benyoussef@free.fr), **Patrick Borde** (pat.borde@laposte.net), **Marjorie Magron** (magmarj@orange.fr) et **Hélène Maillot** (helene.maillot@ac-montpellier.fr)

APPEL à CANDIDATURE Ecole Emancipée 11 : POUR UNE FSU À L' OFFENSIVE

Toutes et tous ensemble !

Alors que le mouvement des Gilets jaunes (GJ), soutenu par une majorité de la population depuis près de 4 mois, exige une réelle justice fiscale et un autre partage des richesses, le gouvernement ne change rien à son orientation, confirme sa politique de classe au service des plus riches et poursuit sa casse des conquêtes sociales et démocratiques. De la capacité ou non du mouvement syndical d'arracher une victoire à Macron dépendra la suite du quinquennat, et au-delà : attaques contre les retraites, l'assurance chômage, la Fonction publique, le droit à l'éducation, les droits et libertés. Dans ce contexte inédit de par la gravité des enjeux, il faut s'engager dans une mobilisation générale, déterminée et durable pour obtenir satisfaction en termes de justice sociale, de services publics et de libertés démocratiques. Et **aussi imposer un projet de société alternatif, fondé notamment sur l'égalité des droits (femmes, LGBTI, victimes de tous les racismes, sans papiers, migrants-es...) et la transition écologique.**

Construire une unité syndicale permanente pour l'action

Il est plus que temps de sortir du piège du dialogue social et d'œuvrer sans relâche à **l'unité permanente du syndicalisme de lutte et de transformation sociale, avec CGT et Solidaires.** Là où, hier encore, les marchés dictaient leurs lois indépensables, **la convergence des luttes, aujourd'hui, permet à des possibles de justice, d'égalité, d'humanité de faire irruption sur la scène sociale et au monde du travail de reprendre confiance en ses luttes.**

C'est le sens de l'engagement des militant.es de L'École Émancipée. L'EE est un courant syndical qui a fait le choix de construire la FSU. Les militant.es de l'EE défendent ce syndicalisme de transformation sociale avec CGT et Solidaires appuyé sur les luttes. A l'heure où le capitalisme mondialisé est en pleine crise, l'EE défend plus que jamais l'idée que le syndicalisme doit être porteur d'alternatives économiques, sociales et écologiques, en lien avec le mouvement social. L'École Émancipée c'est aussi une revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910. Vous pouvez également retrouver l'activité et les prises de position de l'EE sur le site <http://www.ecoleemancipee.org>

Rejoignez la liste qui sera présentée par l'Ecole Emancipée dans le 11.

Contacts : dominiqueblanch@free.fr et jburgat@wanadoo.fr

Appel à candidatures Émancipation 11 - Enfin stopper Macron !

Dans la période favorable (mobilisation des lycéen.ne.s, des gilets jaunes, des personnels), la FSU aurait la capacité d'organiser la résistance. Pourtant la direction actuelle est incapable de s'opposer à la politique de Macron - au service du capitalisme - qui démantèle les services publics, l'éducation... et qui fait le jeu de l'extrême-droite.

À cette reconquête, plusieurs conditions :

En finir avec les multiples réunions dites "de dialogue social", qui ne permettent pas d'organiser la riposte. Oui aux négociations, mais appuyées sur un rapport de forces réel !

Défendre enfin des revendications claires, mobilisatrices et unifiantes :

- **abrogation des contre-réformes** (collège, bac, lycée, enseignement professionnel, Parcoursup, mise sous tutelle du premier degré, projet de loi "école de la confiance", formation des enseignant.e.s, augmentation des droits d'inscription à l'université...) et de la loi ORE.

- non aux attaques contre la loi **laïcité** de 1905 et aux cadeaux à l'enseignement privé...

- **retrait du programme "Action Publique 2022"**, réemploi et titularisation immédiate et sans conditions des précaires, maintien des CAP, CHSCT, du recrutement par concours, pas de salaires au mérite ni de mobilité forcée...

- **pas touche aux retraites par répartition ni aux pensions** des fonctionnaires, ni à la **protection sociale** : annulation des régressions de ces dernières années et retrait du projet Macron de retraites par points ; pour tou-te-s, public /privé, retraites à taux plein après 37,5 annuités et rattrapage pour les retraites des femmes ; sécu à 100%.

- mettre **fin au blocage des salaires, augmentations uniformes** (400 €) des minimas sociaux, des retraites et des salaires (1700 € minimum), lutter contre les inégalités de salaire femmes/hommes...

Rejoindre enfin les mobilisations unitaires contre l'**injustice sociale, fiscale et écologique**, l'attaque sur l'ordonnance de 45 sur les mineur.es, le service national universel, la loi anticasseurs, la répression sauvage des jeunes et des mouvements sociaux, la chasse aux exilé.es, notamment mineur.es...

Contribuer enfin à construire un rapport de forces à la hauteur, et pour cela :

- permettre aux personnels de s'appropriier et contrôler démocratiquement leurs mobilisations au travers de collectifs de lutte, d'AG d'établissements ;

- favoriser les convergences (jeunesse, gilets jaunes...).

...avec comme perspective la **grève générale interprofessionnelle.**

Pour mettre en pratique ce projet syndical, rejoignez la liste Émancipation.

Contact : Rosine Charlut, rbcm@free.fr

Section Fédérale des Retraité·e·s : Le coin des Retraité·e·s

Le printemps des retraité·e·s

Depuis juin 2014, le « groupe des 9 » organisations syndicales et associatives de retraité·e·s ne cesse de s'opposer aux mesures régressives contre les personnes retraitées. L'arrivée d'E. Macron à la présidence n'a fait qu'accélérer le mal vivre de la plupart de ces 17 millions de français·e·s.

En 2018, le gel des pensions et l'augmentation de 25% de la CSG sont venus s'ajouter aux mesures antérieures telles que la disparition de la demi-part fiscale pour veufs ou veuves, la fiscalisation du complément de pension pour les parents ayant élevé 3 enfants ou plus, la création de la CASA (solidarité autonomie... seulement payée par les retraité·e·s)...

Cerise sur le gâteau, le gouvernement vient d'introduire en 2019 la désindexation des pensions sur les prix. Ainsi pour 2018, l'inflation étant de 1,8%, la revalorisation des pensions ne sera que de 0,3%.

Au-delà d'accentuer encore la baisse du pouvoir d'achat des pensions, cette mesure remet en cause la notion de retraité et du statut de la pension. Trop de responsables politiques, bien relayés par des médias bien pensants, entretiennent la confusion entre retraité et personne âgée, considérant la pension non comme un droit lié au travail et aux richesses créées mais comme une simple allocation sociale.

Nos revendications, portées par des centaines de retraité·e·s à Carcassonne et Narbonne (6 initiatives sous l'ère Macron) et partout dans le pays, peuvent et doivent être satisfaites. De l'argent, il y en a : ISF à rétablir, dividendes à imposer, CICE à supprimer, fraude et évasion fiscale à éradiquer... des milliards en veux-tu en voilà !

Des camarades de la FSU11 participent au CDCA*. Ils ont contribué à la mise en place d'une commission EHPAD. L'écart flagrant entre les bonnes pratiques préconisées par le plan solidarité grand âge de 2007-2012 et la réalité a été relevé, le manque criant de personnel, dénoncé. Des recommandations sont formulées qui seront transmises aux directions des EHPAD, aux personnels et aux président·e·s des CVS**. Dernière née, la commission « Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile » a reçu 7 auxiliaires de vie. Les conditions de travail difficiles, des frais de déplacement pas toujours remboursés, des temps d'intervention peu adaptés aux tâches prescrites expliquent, comme dans les EHPAD, le ressenti de ces personnes et les difficultés de recrutement. Devant l'absence de moyens, le CDCA qui s'était prononcé contre le PRS***, a rejeté à la quasi-unanimité le « Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie », proposé par l'ARS****, très en deçà des besoins évalués par le Conseil Départemental.

Le 11 avril dernier, nous avons fêté le printemps face à ce gouvernement « sourdingue » et « dingue » de dons aux plus riches dans deux rassemblements à Carcassonne et à Narbonne.

*CDCA : comité départemental pour la citoyenneté et l'autonomie (organisme consultatif auprès du conseil départemental).

**CVS : conseil de vie sociale comprenant des résidents et des représentants des familles.

***PRS : projet régional de santé.

****ARS : agence régionale de santé.

Le bureau SFR-FSU Aude

Conseil Lecture

Évelyne Bechtold-Rognon

**POURQUOI JOINDRE
L'INUTILE
au désagréable ?**

En finir avec le nouveau
management public



Pour nourrir les réflexions et les luttes, le livre d'Évelyne Bechtold-Rognon, présidente de l'Institut de Recherche de la FSU, *Pourquoi joindre l'inutile au désagréable ? En finir avec le nouveau management public* (Éd. De l'Atelier) propose une analyse critique des logiques managériales à l'œuvre dans la Fonction Publique. Une lecture stimulante et salutaire !

